

Je vous le demande, qui doit supporter le contre-coup des principes mal conçus et démodés d'économie politique adoptés par le gouvernement? Pour ne mentionner qu'un groupe, ce sont les jeunes. Et ce sont les régions désavantagées du pays qui doivent porter le fardeau le plus lourd. Ces régions, pour un certain temps, ne peuvent espérer profiter des programmes d'expansion régionale du gouvernement si celui-ci conserve sa ligne de conduite actuelle. C'est ce qu'ont laissé entendre tous les principaux économistes de notre pays. La chose a été consignée.

• (12.40 p.m.)

C'est un fait et non pas une théorie que pour pouvoir profiter aux régions désavantagées de notre pays, à court et à long terme, la politique d'expansion régionale du gouvernement doit s'insérer dans une politique générale de plein emploi. Autrement, les deux s'annulent. On ne peut avoir l'une sans avoir l'autre.

Nous devons apprécier ce bill en nous demandant s'il fait démarrer l'économie canadienne. Qu'apporte-t-il à l'économie en ce moment critique de notre histoire? S'il n'apporte rien, et je prétends que c'est le cas, alors la Chambre ferait mieux de se préoccuper de programmes d'urgence pour parer à la situation grave où le pays se trouve maintenant plongé, et dont les conséquences se répercuteront dans les mois à venir. Le chômage atteindra dans notre pays des proportions désastreuses.

Jusqu'à un certain point, ce bill reflète la situation économique du Canada. Il doit en être ainsi si la situation est telle que le gouvernement le déclare. La prospérité économique, qui ne peut exister sans le plein emploi, est obligatoire si les programmes d'expansion économique régionale doivent atteindre leurs objectifs. Le gouvernement a suivi des voies parfaitement contradictoires avec des programmes qui ne le sont pas moins, des programmes qui sont en complet désaccord avec le programme régional du gouvernement. D'une part, le gouvernement essaye de résoudre la disparité économique et d'autre part, il freine l'économie; cela nous conduira tout droit au pire hiver que nous ayons connu depuis longtemps. Notre objectif immédiat doit être le plein emploi. Cet objectif doit être assorti d'un budget de plein emploi.

Le Conseil économique du Canada considère qu'il y a plein emploi lorsque le chômage ne dépasse pas 3.8 p. 100. En d'autres termes, un pourcentage national de chômage de 3.8 p. 100. Si le chômage se situe à 3.8 p. 100, cela signifie que dans la province d'Ontario, le cœur industriel du pays, vous avez un taux d'emploi qui s'établit entre 2½ et 3 p. 100. Dans des régions comme les provinces de l'Atlantique, un taux de 5 p. 100 serait acceptable, mais certainement pas plus de 6 p. 100.

Actuellement, le chômage en Ontario pour le mois d'août se maintient au taux élevé de 5 p. 100 plus que le chiffre enregistré au mois de juillet précédent. Quelle chance avons-nous ici dans les provinces de l'Atlantique si le taux de chômage dans le cœur industriel du pays s'élève à un moment où il devrait décliner rapidement? Quelle chance avons-nous dans les provinces de l'Atlantique si le taux de chômage en Ontario se maintient à 5 p. 100 au cours du mois d'août? Ce taux de chômage de 5 p. 100 dans la province d'Ontario pour le mois d'août signifie que dans les provinces de l'Atlantique notre taux de chômage atteint 10 p. 100. Ce sont là les faits. Statistique Canada nous dit que ce taux est de 9.4 p. 100 pour les provinces de l'Atlantique.

L'inflation existe parce que nous faisons face à un double obstacle. Le taux de chômage et celui de l'inflation

enregistrent une poussée. On ne peut pas dissocier ces deux problèmes aigus, car ils sont, l'un et l'autre critiques. Qu'arrive-t-il en cas d'inflation excessive? La plupart des victimes se recrutent dans les secteurs les moins favorisés de la population qui n'en sont pas les premiers responsables. Inflation signifie vraie souffrance si l'on tient compte que le pouvoir acquisitif du dollar s'amenuise pour ces couches de la population qui sont traditionnellement sous-employées; elle provoque un taux élevé de chômage dans un secteur où les prix sont élevés et qui est affligé par des problèmes de transport et des conditions géographiques défavorables. Le gouvernement ne semble pas estimer à sa juste valeur ou comprendre cet état réellement douloureux.

Saint-Jean, dont je suis originaire, se distingue par deux caractéristiques dont l'avantage est contestable. Les députés saisiront mon idée. On enregistre dans cette ville le coût de la vie le plus élevé et le revenu le plus bas par habitant, pour tout le Canada. Ajoutez-y le taux élevé du chômage et vous comprendrez ce que cela représente en souffrance humaine. C'est la différence qui existe entre le fait d'avoir ou de n'avoir pas des fèves à table. La viande est hors de question. Les statistiques sur l'indice du coût de la vie qu'a publiées hier Statistique Canada, démontrent de façon saisissante, s'il le fallait encore, que la politique du gouvernement pour combattre l'inflation s'est révélée infructueuse. Non seulement avons-nous une inflation continue, en flèche et effrénée, mais également un chômage qui monte en spirale.

Le gouvernement doit reconnaître ses erreurs et entreprendre immédiatement un programme choc pour donner du travail aux Canadiens. C'est aussi simple que cela. Sans le taux actuel d'inflation qui, d'après les chiffres de juillet-août, représente une hausse annuelle de 8.4 p. 100 et sans le taux courant de chômage qui, selon les chiffres d'août, est de 6.5 p. 100, peut-être aurions-nous pu atténuer les conséquences de la politique américaine actuelle. Si notre économie avait été saine, il n'aurait pas été nécessaire d'aller à Washington quémander un traitement spécial. Le fait est que les politiques démodées du gouvernement ont affaibli notre économie.

Les augmentations inflationnistes des coûts sont très graves. Tous l'admettent. Elles menacent très sérieusement notre économie et peuvent la paralyser grandement. Le gouvernement s'entête à poursuivre sa politique étroite pour lutter contre l'inflation, privant ainsi l'économie de la vigueur et de la vitalité qui nous auraient été si utiles pour affronter les réalités économiques du monde moderne et nous aider à nous tirer de la situation dans laquelle nous nous trouvons par suite de la politique actuelle des États-Unis. En ce qui concerne l'inflation, le gouvernement a échoué où il aurait dû réussir. Quant au chômage, il a réussi où nous aurions tous vivement souhaité qu'il échoue.

Un autre exemple de la politique économique dangereuse dans laquelle le gouvernement semble se complaire est le déblocage du dollar canadien avec ses conséquences dans certains domaines de l'économie. En libérant le taux du change et en élevant le coût de nos exportations, le gouvernement a directement contribué à intensifier le chômage. Il y a sûrement contribué dans ma région, qui dépend largement des exportations de matières premières vers les États-Unis. Le gouvernement semble voué à la multiplication de politiques économiques déplorables. Il s'ensuit une réaction caténaire qui perpétue et aggrave la crise du chômage. Le pays doit subir les conséquences de ces politiques mal conçues et rien moins qu'un change-